

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/125
12 novembre 2001

(01-5712)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: espagnol

BOLIVIE

Déclaration de S.E. Mme Ana María Solares Gaité
Vice-Ministre des relations économiques internationales
et de l'intégration

Tout d'abord, je tiens à exprimer notre gratitude au gouvernement et à la population du Qatar pour l'organisation de cette réunion et, avant tout, pour le chaleureux accueil qu'ils nous ont réservé.

Je tiens aussi à saluer les efforts du Président du Conseil général, M. Stuart Harbinson, et du Directeur général, M. Mike Moore, et à les féliciter pour leur travail.

La quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce a lieu à un moment où le monde traverse de grandes difficultés: à l'amorce d'une évidente récession économique s'ajoutent les terribles événements du 11 septembre, qui viennent l'aggraver, et dont nous ne mesurons pas encore toutes les conséquences, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique et social.

Dans ces circonstances, nous sommes face à un défi énorme, puisque nous devons non seulement préserver le système, dont la crédibilité a été mise en question par l'échec de Seattle, mais aussi le renouveler pour en faire un facteur de développement harmonieux et de plus en plus intégré pour toute la planète.

Consciente de ces nécessités urgentes de l'ordre mondial, la Bolivie est venue à Doha pour appuyer le démarrage d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'OMC, qui résultera de l'application du programme de négociations sur lequel nous allons nous mettre d'accord.

À cet égard, nous constatons que tous les pays s'entendent pour dire que, afin de ne pas répéter les erreurs des négociations avortées du passé, il faut mettre le développement au centre du système multilatéral de commerce. C'est un point de vue que nous partageons et appuyons sans réserve.

Néanmoins, nous ne pouvons nous empêcher de nous interroger sur la réalité de cette entente, puisque, lorsqu'on s'engage sur des terrains précis en examinant des propositions concrètes en vue du développement des pays qui en ont le plus besoin, les dissonances sont nombreuses.

La Bolivie considère elle aussi qu'il est indispensable de prévoir des mesures qui n'accroissent pas la polarisation des pays du monde selon le niveau de développement, faute de quoi les tensions vont s'aggraver et entraîner des réactions irrépressibles, qui en fin de compte toucheront tous les pays.

Dans cet ordre d'idées, il est prioritaire, à notre avis, de parvenir à un traitement équilibré de tous les secteurs qui font partie du commerce international. Cela veut dire que nous ne pouvons accepter que l'agriculture échappe plus longtemps aux disciplines de l'Organisation.

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons. Pour nous aussi, ce secteur suscite des préoccupations et il a des connotations qui ne sont pas exclusivement commerciales, et qui ont à voir avec l'élimination de la pauvreté, la suppression des conditions d'extrême misère dans lesquelles vivent les Boliviens dans les zones rurales. C'est également du développement de ce secteur et de son intégration aux marchés internationaux que dépendra la possibilité pour nous de préserver les résultats auxquels nous sommes arrivés au prix de très grands sacrifices, à savoir l'arrachage des cultures des feuilles de coca, par lequel nous avons fait une énorme contribution à l'humanité tout entière, puisqu'il a permis de retirer de la circulation plus de 220 tonnes de cocaïne qui, jusqu'à il y a peu, était certainement distribuée dans les grandes capitales du monde.

Pour la Bolivie, le respect des engagements assumés dans le cadre de l'OMC représente d'énormes coûts économiques, sociaux et politiques. Cependant, nous n'avons pas reçu de contrepartie sous forme de participation aux marchés internationaux, sur lesquels nous affrontons d'énormes difficultés dues en grande partie au non-respect des accords ou à l'interprétation "*sui generis*" qui leur est donnée dans la pratique. C'est pour cette raison, et parce que nous croyons que la seule manière de donner de la crédibilité au système est de tenir les engagements acceptés d'un commun accord, que nous attachons une grande importance à ce que ce sujet délicat soit traité comme il convient dans cette conférence.

Par ailleurs, la Bolivie est l'un des pays les plus convaincus de la nécessité de préserver l'environnement. C'est pourquoi elle a été l'un des premiers pays en développement à avoir son Agenda 21, avec des règles nationales claires et strictes, dont certaines jouent au détriment des importations dont elle a tellement besoin. Néanmoins, nous nous opposons à toute tentative qui viserait à faire de l'environnement un prétexte à la protection des marchés. Nous considérons qu'il n'y a pas lieu d'inscrire cette question au programme de l'OMC: si l'objectif est seulement de prendre soin de notre planète, il existe d'autres organisations plus appropriées et plus efficaces pour s'en charger.

Je voudrais souligner l'extrême importance de la Déclaration que nous allons approuver le moment venu, qui lie la propriété intellectuelle à la santé publique. Elle constitue à la fois un important instrument juridique et un message politique, qui donne à l'Organisation mondiale du commerce un visage humain. Nous espérons que les dispositions que nous allons adopter feront résolument prévaloir la santé et la vie humaine sur les intérêts de la recherche inventive.

Enfin, je tiens à exprimer la satisfaction particulière de mon pays pour l'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce, qui constitue un événement historique pour ce pays et pour notre Organisation. On pourra ainsi dire désormais que celle-ci a une portée planétaire, puisque la Chine compte plus de 1 200 millions d'habitants, soit le cinquième de la population mondiale.

Dorénavant, nous devons faire en sorte que l'OMC ait un impact mondial équilibré, qui profite équitablement à tous les pays. Il faudra pour cela distinguer entre les différents niveaux des pays en développement, et accorder un traitement adéquat aux petits pays et aux plus vulnérables.

Nous espérons que, grâce aux résultats de cette quatrième Conférence ministérielle, l'action de l'OMC, renouée et revitalisée, contribuera à la construction d'un monde juste, prospère, solidaire et uni - objectif qui doit être le nôtre aujourd'hui plus que jamais.
